ASSOCIATION DE PETITS ELEVEURS, TANNEURS ET MAROQUINIERS DU CONGO

« APETAMACO » en Sigle N° Tél. : +243 997601731

E-mail : apetamaco2001@yahoo.fr,apetamacoasbl@gmail.com

B.P. 42 KAYNA B.P. 68 GOMA / NORD – KIVU RDCONGO

RAPPORT DE L'EVALUATION RAPIDE DES BESOINS

PROVINCE :	Nord Kivu
TERRITOIRE :	WALIKALE
SECTEUR :	WANIANGA
GROUPEMENTS :	IKOBO et MIRUNGI
LOCALITES/ VILLAGES :	BULEUSA, RUSAMAMBU et KALONGE
AXE :	KAYNA-MIRIKI-BULEUSA-RUSAMAMBU
ZONE DE SANTE :	PINGA
AIRE DE SANTE :	BULEUSA

Date de l'évaluation : *du 26 au 29 Août 2019*

Date du rapport : *Le 03/Septembre/2019*

Personne de contact :

Apollinaire KAMATE MAONGEZI

Coordonnateur/APETAMACO

N° Tél. : +243 997601731

E-mail : apetamacoasbl@gmail.com

1. Aperçu de la situation

1.1 Description de la crise

<table>
<tr><td>Nature de la crise :</td><td colspan="2">• Mouvements de population
• Affrontements et/ou attaques armés
• Crise nutritionnelle Insécurité alimentaire</td><td></td></tr>
<tr><td>Date du début de la crise :</td><td>Novembre 2016</td><td>Date de confirmation de l’alerte :</td><td>Mai 2019</td></tr>
<tr><td>Code EH-tools</td><td colspan="3">2792, 2795, 2707</td></tr>
<tr><td colspan="4">Si conflit :</td></tr>
<tr><td>Description du conflit</td><td colspan="3">Ces trois villages (BULEUSA, RUSAMAMBU et KALONGE) font face à trois types de problèmes :
• En premier lieu il faut noter que les affrontements armées entre les groupes armées NYATURA et MAZEMZE en 2016 ont occasionnés le déplacement des populations de ces trois villages vers la zone de santé de KAYNA. Les inciviques ont alors en ce temps-là bruler ou incendier ces trois villages. Vers 2017 cette population a commencé à retourner timidement.
• En second lieux il faut noter que ces trois villages ont accueillis et continuent d’accueillir : les déplacés de BWITO dans le RUTSURU (qui ont fui les conflits armées tribaux) et les déplacés de LUBERO vers le bord du lac Edouard qui subissent le déguerpissement imposé par les autorités de ICCN.
• En troisième lieu il faut noter que ces trois villages continues d’accueillir les déplacés qui viennent du territoire de MASISI qui subissent le déguerpissement leurs imposés par les propriétaires terriens et les autorités coutumières. Il faut noter ces populations provenant de MASISI sont à la recherche de sol cultivable parce qu’ils ont été chassé de leur champs par les propriétaires terriens ou les fermiers.</td></tr>
</table>

Ampleur du mouvement

<u>Si mouvement de population, ampleur du mouvement</u> : Toute la population de ces trois villages a été affecté par ce mouvement.

Localité/village (si possible, coordonnées GPS)	Autochtones	Déplacés à cause de cette crise	Retournés à cause de cette crise	Total	% IDPS	% DEPLACE
BULEUSA Alt : 1767m Long : 28.9°9m4'' Lat.: 0°4'2''	0	9500	7750	17250	55,07246377	44,9275362
RUSAMBU Alt : 1805m Long : 28.9°9m4'' Lat.: 0°7'2''	0	2503	4500	7003	35,74182493	64,2581751
KALONGE Alt : 1850m Long : 28.9°9m4'' Lat.: 0°8'2''	0	154	504	658	23,40425532	76,5957447
Total	0	12157	12754	24911	48,80173417	51,1982658

Statistique de la population (Idps et Retournées) de trois localités concernées

	BULEUSA **Territoire de** : WALIKALE **Secteur de** : WANIANGA **Groupement** : IKOBO **ZS** : PINGA **Aire de Santé** : BULEUSA		***RUSAMAMBU*** **Territoire de** : WALIKALE **Secteur de** : WANIANGA **Groupement** : IKOBO **ZS** : PINGA **Aire de Santé** : BULEUSA		***KALONGE*** **Territoire de** : WALIKALE **Secteur de** : WANIANGA **Groupement** : BUKUMBULE **ZS** : PINGA **Aire de Santé** : BULEUSA	
Statut	RETOURNES ET IDPS		RETOURNES ET IDPS		RETOURNES ET IDPS	
Moment	Avant la crise (2016)	Apres la crise (2019)	Avant la crise (2016)	**Apres la crise (2019)**	Avant la crise (2016)	**Apres la crise (2019)**
Population en Ménage	500	1900 **RETOURNE : 1550 IDPS : 350**	460	1403 **RETOURNE : 900 IDPS : 503**	75	100 **RETOURNES : 70 IDPS : 30**
Population en Individus	2500	9500 **RETOURNE : 7750 IDPS : 1750**	2300	7003 **RETOURNE : 4500 IDPS : 2503**	378	504 **RETOURNE : 350 IDPS : 154**

	Il faut noter que toute la population de ce trois villages s'est déplacés vers les zones de santé de KAYNA et KIBIRIZI vers Décembre 2016, les groupes armés se sont alors battus dans le milieu et ont incendiés presque la totalité de abris du milieu ; au début des années 2017 on a observé une accalmie dans le milieu et depuis lors la population commencent à s'installer dans le milieu jusqu'à ce jour. En outre il convient de constater selon le tableau ci haut que 51.1% de la population de ces trois localités est constitué des retournés alors que 48.9% est constitué des IDSP.

Les trois zones d'études restent des zones d'accueils. *Contacts :* 1. *Délégué du Chef de Groupement d'IKOBO à BULEUSA : 0997963592, 0997492075* 2. *Le chef de localité de RUSAMAMBU : 0976762779, 0975769614* 3. *Chef du village de KALONGE : 0851208113, 0895768157* 4. *Infirmier CS BULEUSA : 0*973921148	
Dégradations subies dans la zone de départ/retour	*Les zones de départ ont été fortement touchées on signale :* • Activismes des groupes armés dans le MASISI • Des conflits ethniques ainsi que l'activisme des groupes armés tribaux dans le BWITO en zone de santé de KIBIRIZI et BIRAMBIZO ; • D'activisme des groupes armés et d'attaques des populations par les gardes parcs dans les zones riveraines du lac Edouard dans le LUBERO
Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil	Les distances sont fortement différentes dont : • Plus de centaine de kilomètre pour ceux qui viennent du rive du lac Edouard et dont le temps de parcours va jusqu'à 3 jours de marche à pied vers les zones supposées sécurisées ; • Plus de 50 kilomètre pour ceux qui viennent de la zone de santé de

	KIBIRIZI et dont le temps de parcours va jusqu'à une demie journée de marche à pied vers les 3 centres d'accueil précités.	
Lieu d'hébergement	• famille d'accueil • abris de fortune	
Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)	• *Une grande partie de la population affecté envisagent de retourner dans leur village respectif des que les conditions sécuritaires sont réunis :* • *Une autre partie de la (surtout ceux qui viennent du rive du lac Edouard et du territoire de MASIS) souhaiteraient s'installer pour du bon car ils sont à la recherche des terres cultivables.*	

1.2 Profile humanitaire de la zone

Ces zones restent des zones de retour, et d'accueil des populations en provenance des zones conflictuelles des groupes armés et / ou de déguerpissement dans la zone du parc national de VIRUNGA.

Aucun humanitaire n'est visible dans la zone. Cependant en 2017 PAP RDC a construit environs 300 maisons dans BULEUSA et n'avait pas finis ses interventions suite à l'activisme des groupes armées.

2. Méthodologie de l'évaluation

Type d'échantillonnage :	Nous avons utilisé l'échantillonnage résonné et avons été dans trois localités du secteur de WANGIANGA dont : • BULEUSA • RUSAMAMBU et • KALONGE Deux groupes des personnes ont été interrogés : • Les informateurs clés : il s'agit des personnes clé du village c'est-à-dire des individus occupants des postes administratives stratégiques pouvant avoir une vision globale de la situation du village (Chef de localité, Directeur d'école, Infirmier, … • Le commun de mortel du village c'est-à-dire on constitue deux focus groupes.
Techniques de collecte utilisées	*En ce qui concerne les techniques utilisées, nous nous sommes servis de :* • Observation directe ; • Interview guidée ; • Questionnaire d'enquête ; • Revue documentaire.
Composition de l'équipe	Une équipe des évaluateurs de l'APETAMACO est descendu sur terrain et a réalisé les évaluations pendant 3 jours de suite. La liste des évaluateurs est en annexe.

3. Besoins prioritaires / Conclusions clés

<table>
<tr><th>Besoins identifiées (en ordre de priorité par secteur, si possible)</th><th>Recommandations pour une réponse immédiate</th><th>Groupes cibles</th></tr>
<tr><td>Besoin en :
<table>
<tr><th>Value</th><th>Frequency</th><th>Percentage</th></tr>
<tr><td>Accès aux vivres</td><td>14</td><td>93,33%</td></tr>
<tr><td>Accès aux articles ménagers essentiels</td><td>8</td><td>53,33%</td></tr>
<tr><td>Accès aux soins de santé</td><td>6</td><td>40,0%</td></tr>
<tr><td>Accès à l'eau potable</td><td>6</td><td>40,0%</td></tr>
<tr><td>Accès à des abris convenables</td><td>5</td><td>33,33%</td></tr>
<tr><td>Amélioration de la sécurité</td><td>4</td><td>26,67%</td></tr>
<tr><td>Accès des enfants à l'éducation</td><td>2</td><td>13,33%</td></tr>
</table></td><td>Plus de 93% de la population manifeste un besoin d’assistance en vivre.53% des déplacés présente un besoin de l’accès aux articles ménagers essentiels ,40% manifeste un besoin respectivement d’assistance en soin de santé et en eau potable: nous recommandons donc une assistance des vivres et des AME à BULEUSA et une assistance en AME, Abris et Vivres à RUSAMAMBU et KALONGE.</td><td>Les groupes cibles sont :
Les déplacés
et les familles d’accueils
les retournés</td></tr>
<tr><td colspan="3">Les secteurs concernés sont :
Sécurité alimentaire ;
Education ;
AME
Santé</td></tr>
</table>

4. Analyse « ne pas nuire »

Risque d’instrumentalisation de l’aide	Il existe des risques et des acteurs : - Société civile : fournir des fausses informations statistiques ; - Comité des déplacés : mauvaises sélection des bénéficiaires, non-respect du système genre - Autorités locales : influencer la sélection des bénéficiaires.
Risque d’accentuation des conflits préexistants	- Comités de déplacés : une mauvaise sélection des bénéficiaires peut déclencher des conflits entre les catégories de bénéficiaires. - Autorités locales : une petite tension existent entre deux

	groupes d'individus, les uns provenant de MASASA à la recherche des terres cultivables (les BANYABWISHA) et les autres provenant de la rive du lac Edouard (les BANANDE) et les autochtones (les BAKOBO)
Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services	En cas de distribution générale, il y a risque de distorsion dans l'offre et la demande mais ce risque reste infirme vu le niveau de vie très bas de la population dans le milieu.

5. Accessibilité

5.1 Accessibilité physique

Type d'accès	Sur les trois localités évaluées, seul deux sont accessibles par voie routière il s'agit de BULEUSA et RUSAMAMBO. La localité de KALONGE n'est pas accessibles par voie terrestre (Véhicule et Motos) même l'équipe d'évaluation de l'APETAMACO a accédé par pied à cette localité.

5.2 Accès sécuritaire

Sécurisation de la zone	- Risque de Kidnapping par les groupes armés d'où contact permanent avec les leaders locaux avant toute initiative dans toutes les trois localités. Les FARDC n'ont qu'une infime présence dans le centre de BULEUSA et RUSAMAMBA. Les FRDC ne sont pas visible à KALONGE et dans tout parcourt entre MIRIKI et KALONGE.
Communication téléphonique	La communication téléphonique n'est pas partout accessible, seul : - Airtel est accessible dans certains endroit de BULEUSA et RUSAMAMBU ; - A KALONGE l'opérateur Orange est disponible aussi dans certains endroits. .
Stations de radio	Les chaines de radios des milieux environnant (KAYNA, KIRUMBA et KANYABAYONGA) sont captées dans ces milieux. Il faut noter qu'il n'existe presque pas une chaine de radio locale.

6. Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

6.1 Protection

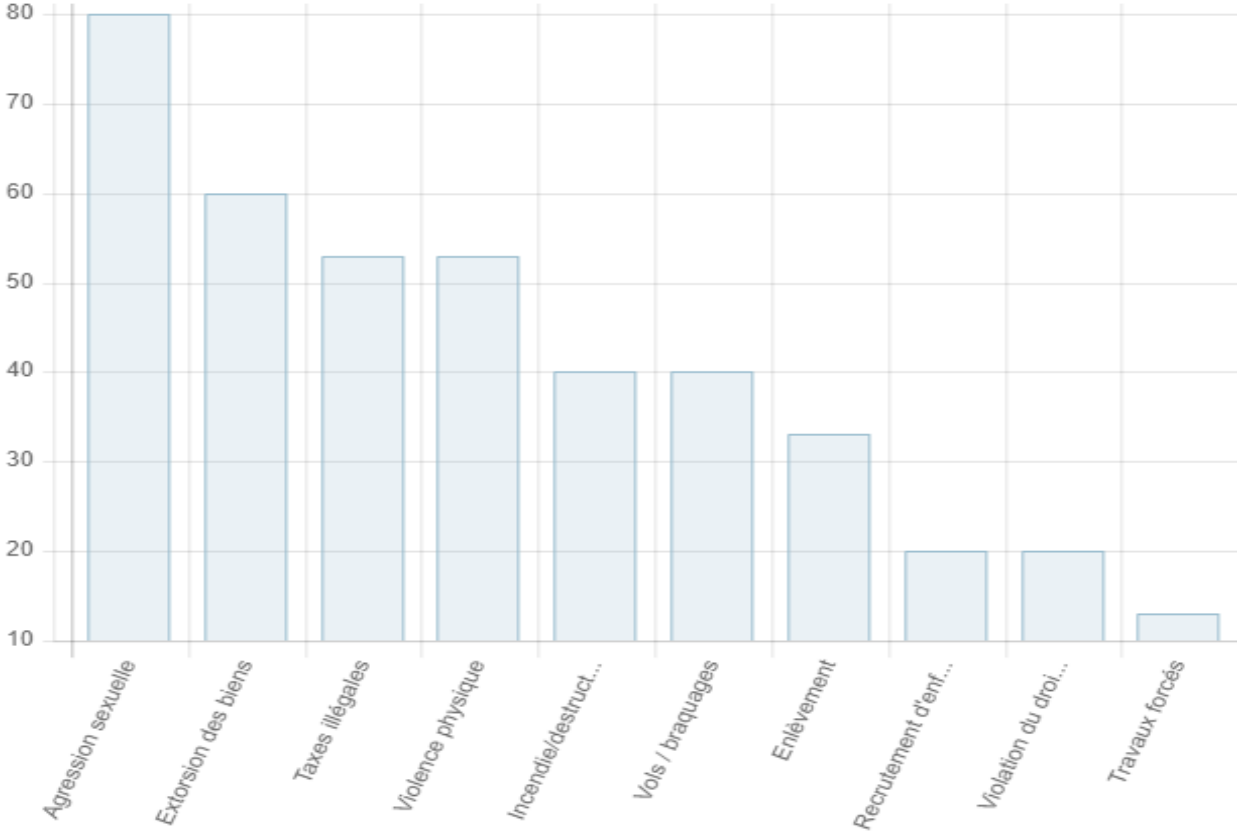
Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	• Non. Il n'y a quasiment pas d'acteur qui interviennent dans la protection, le droit de l'homme est piétiné à la longueur de la journée, ici la population vit dans la peur des représailles et de la part des FARDC et PNC et de la part des groupes armées locaux. (MAZEMBE, NYATURE et NDC Rénové)

Incidents de protection rapportés dans la zone

Type d'incident	Lieu	Auteur(s) présumé(s)	Nb victimes	Commentaires
Taxes illégales et Extorsion des biens	Dans les champs environnants BULEUSA.	MAZEMBE et NDC rénové	Tous les agriculteurs de ces trois localités.	- L'accès aux champs pour tout le monde est conditionné par le payement d'une taxe illégale nommé JETON. Chaque groupe armé a son propre jeton. -En revenant du champ, le FARDC rançonnent la population en arrachant une partie de la récolte.
Agression sexuelle	Dans les champs environnants nos trois localités.	Tous les groupes armés	Les femmes et filles de ces trois centres.	Les groupes armés exercent leurs activités aux environs de nos trois localités. Il faut noter que les environs de ces localités constitués les endroits où la population

				exerce les activités champêtres. Les femmes sont alors plusieurs fois violentées par les bandits armées autours de nos trois localités d'étude.

Selon cette figure, les incidents de protection sont répertoriés dans nos trois localités et sont de tout genre.



Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté	Une grande tension existe entre d'une part : • Les populations en provenance de MASISI et BWITO (les banyabwisha) qui accusent les autochtones (les BAKUMBULES) de le traiter injustement en leurs refusant l'accès aux champs. • Les autochtones (les BAKUMBULE) ainsi que les BANANDE provenant de BWITO et LUBERO qui accusent à leurs tous les

	BANYABWISHA d'être en connivence avec les FDLR et d'avoir incendié en 2016 toutes les maisons de ces trois localités.
Existence d'une structure gérant les incidents rapportés.	• Non il n'existe pas des structures a proprement parlé qui gèrent ces incidents car la population ne les rapportent pas par crainte des représailles.
Impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base	• Champs : Inaccessibilité aux champs suite aux craintes et à l'impossibilité par la population de payer la taxe illégale appelée JETON. • Travaux journaliers : absences et manques des travaux journaliers suite à l'insécurité dans les milieux environnant où se trouvent les champs des populations dans lesquels s'appliquent les travaux journaliers. • Marché : pillage et destruction des marchés des milieux environnants, • hôpitaux : destruction et pillage des hôpitaux et centre de santé des milieux environnants
Présence des engins explosifs	• Non
Perception des humanitaires dans la zone	Les humanitaires sont bien accueillis dans la zone. la population veut que les humanitaires adaptent leurs réponses à la situation du milieu par exemple pour certains, la distribution de vivre devrait plutôt être progressivement remplacé par le renforcement de la situation sécuritaire dans les champs.

6.2 Sécurité alimentaire

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?

- Aucune assistance en vivre n'a été faite depuis le début de la crise en 2016.

Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise

Value	Frequency	Percentage
Problèmes de sécurité pour accèdes aux champs/pâturages/zones de pêche	13	86,67%
Augmentation des prix dans les marchés	10	66,67%
Manque des vivres dans les marchés	5	33,33%
Perte des cultures	4	26,67%
Autres	1	6,67%

La population concernée n'a pas accès au champ (86.67%) ce qui pousse à une augmentation des prix denrées alimentaires sur le marché selon la loi de l'offre et de la demande (66.6%).

Situation des vivres dans les marchés

- la situation des denrées alimentaires dans le marché : variations quant à la disponibilité et les prix : Hausse de prix de plus de 40% sur tous les produits dans les marchés locaux.

Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise

Value	Frequency	Percentage
Mendier	7	46,67%
Retirer un ou plusieurs enfants de l'école	6	40,0%
Autres	5	33,33%
Utiliser les stocks de vivres ou de semences prévus pour la saison prochaine	3	20,0%
Envoyer une partie de la famille habiter ailleurs	2	13,33%
Emprunter l'argent	2	13,33%
Vendre des articles ménagers	2	13,33%
Se priver des soins de santé	1	6,67%

D'après ce tableau, 46.67% utilise la stratégie « mendier » pour faire face à cette crise alors que 6.67% se prive de soins de santé pour réduire le coût de la vie.

Value	Frequency	Percentage
Distribution des vivres	14	93,33%
Amélioration de la sécurité pour accéder aux champs/pâturages/zones de pêche	11	73,33%
AGR	8	53,33%
Distribution des semences	5	33,33%
Autres	3	20,0%

Il faut noter que la population manifeste un besoin d'assistance en vivre mais aussi et surtout en moyen de production. les vivres dont parle la population sont: haricot, mais et huile. Nous avons noté qu'une partie de la population préfère une assistance en moyen de production pour une indépendance vis-à-vis des tiers. Ainsi note un besoin d'assistance en AGR.

Value	Frequency	Percentage
AGR (Activités génératrices des revenus)	15	100,0%
Agriculture	6	40,0%
Elevage	5	33,33%
Autre	2	13,33%
Artisanat	2	13,33%

Quant aux AGR, la population parle de du petit commerce (86.7%) et d'autres métiers (13.3%)

Value	Frequency	Percentage
Petit commerce	13	86,67%
Artisanat (saponification, production des briques,...)	3	20,0%
Metiers (Boulangerie, Coiffure, Coordonnerie, Menuiserie, Mécanique,...)	2	13,33%
Autre	1	6,67%

6.3 Abris et accès aux articles essentiels

<table>
<tr><td>Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?</td><td>

- Non pour le moment sauf qu'en 2017 PAP RDC a construit 300 abris de fortune dans BULEUSA. Il faut noter ces interventions se sont arrêté avant d'être clôturé suite à l'insécurité.

</td></tr>
<tr><td>Impact de la crise sur l'abri</td><td>Cette crise a eu comme conséquence l'incendie de plus de 90% d'abris de nos trois localités.</td></tr>
<tr><td>Type de logement</td><td>

Value	Frequency	Percentage
Partage d'une maison / d'un abri avec les familles d'hôtes (sans frais)	14	93,33%
Maison empruntée gratuitement	6	40,0%
Maison louée	6	40,0%
Abri de fortune (sur la parcelle d'une famille d'acceuil)	3	20,0%
Pas d'abri	1	6,67%

D'après ce tableau, plus de 90% de la population affectée par la crise utilise des abris partagés avec les familles d'accueil alors que 6.6% n'ont pas d'abris.

En moyenne 11 personnes dorment dans un abri de deux pièces mesurant 9 m ² couverte de paille ou des bambous. D'où la population éprouve des difficultés énormes a exercer les activités quotidienne suivantes :

- Dormir
- S'habiller
- Cuisiner
- Se laver ;
- Etc. comme le démontre le tableau ci-après :

</td></tr>
</table>

Value	Frequency	Percentage
Dormir	15	100,0%
S'habiller	12	80,0%
Cuisiner	11	73,33%
Stocker l'eau et les aliments	10	66,67%
Se laver	1	6,67%

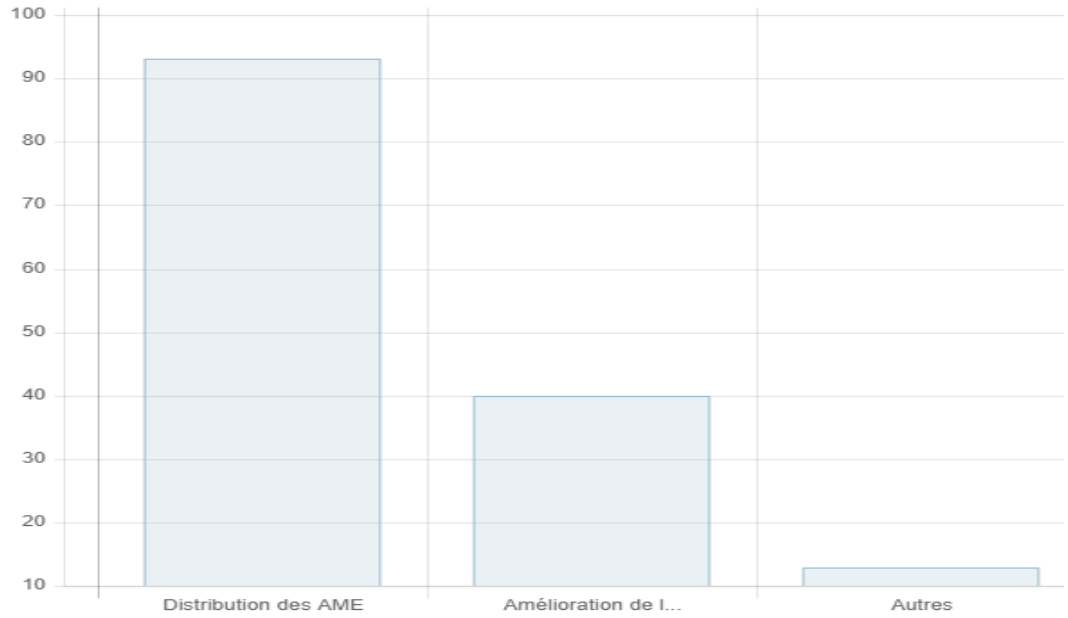
Accès aux articles ménagers essentiels

La population affecté n'a plus accès aux AME suite aux multiples pillages qu'elle a subit et manifeste le besoin d'avoir une assistance en ces sens comme le témoigne le tableau ci-après :

Value	Frequency	Percentage
Casseroles	14	93,33%
Supports de couchage	12	80,0%
Bidons	10	66,67%
Habits	8	53,33%
Bassines	5	33,33%
Autres	1	6,67%

Possibilité de prêts des articles essentiels

La population concernée par notre étude est de deux types : déplacé et retourné. Suite à plusieurs vagues de déplacement et de retours, presque toute la population est devenu vulnérable de cette crise et dont personne dans ces milieux ne peut disposer des matériels pour couvrir tous ces besoins et avoir un surplus pour prêter aux voisins. La population propose une assistance en AME, comme le témoigne le graphique ci-après:



Situation des AME dans les marchés	Les marchés de ces trois localités n'ont aucun AME dans le sens propre et en quantité voulue. Il faut noter que dans ces trois localités la plus part de grands commerçants ont désertés les étalages et seuls quelques produits et surtout des denrées alimentaires en quantités insuffisantes sont encore disponible.
Faisabilité de l'assistance ménage	La population affectée manifeste un besoin d'assistance en AME et propose la méthode de distribution directe car les marches de ces trois localités sont vide.
Réponses données : Pas des réponses durant les trois dernières années.	

6.4 Moyens de subsistance

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	• Non, la population de ces milieux n'a eu aucun contact avec les acteurs humanitaire depuis trois années déjà.
Moyens de subsistance	La population affectée n'a pas accès à des moyens de subsistance (100%)
Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées	• Emplois : Pas d'emploi dans les milieux, les structures économiques se sont effondrés suite aux guerres et insécurités ; • Travaux journaliers pour les populations affectées : les champs dans

Value	Frequency	Percentage
Articles ménagers essentiels abandonnés, pillés ou détruits	14	93,33%
Interruption des activités génératrices de revenu (AGR, petits commerces, travail journalier, taxi moto, etc)	9	60,0%
Pillage/destruction/perte de moyens de production (semences, outils, bétails, etc)	6	40,0%
Destruction importante des abris dans la zone d'accueil	5	33,33%
Pillage/destruction/perte des stocks de nourriture	4	26,67%
Accès difficile au marché ou marché fermé suite à la crise	2	13,33%

	le milieu environnant servent de base opérationnelle pour les groupes armées, la population a du mal à faire ses activités champêtres.
Réponses données : Pas de réponse donné dans ce secteur ces trois dernières années : les forces armées de la RDC ont presque déserté le milieu au profit des groupes armées tribaux (NYATURA, NDC, FDLR et MAZEMBE) laissant la population à leur triste sort.	

6.5 Faisabilité d'une intervention cash (si intervention cash prévue)

Analyse des marchés	• Suffisance des stocks : dans ce milieux les marchés sont presque vide les commerçants ont abandonnés les milieux face aux multiples pillages. Impossible donc d'envisage une intervention cash. • et prix (50 mots maximum) : il faut noter ici que les marchés restent désert et pour le petit stock existent dans le milieu le prix restent élevés par rapport à la moyenne.
Existence d'un opérateur pour les transferts	• nous n'avons noté aucune présence d'un opérateur pour le transfert dans le milieu d'autant plus que le réseau téléphonique n'est pas stable dans le milieu.

6.6 WASH : Eau, Hygiène et Assainissement

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Pour ces trois localité l'eau reste un défi majeur à surmonté : -A BULEUSA, le système d'addiction d'eau potable réalisé par OXFAM ne fonctionnent presque plus, la population accusent le comité de gestion de n'être pas à la hauteur, les sources aménagés sont toute hors service sauf un seul qui reste disponible, la population utilisent donc l'eau des puits non aménagés et de pluie. -A RUSAMAMBU et KALONGE, il n'y a jamais eu de système d'addiction d'eau potable la population utilise l'eau de pluie et de sources et puits non aménagés.
Risque épidémiologique	• Le risque de la maladie à virus EBOLA reste toujours à craindre dans le milieu. • Le paludisme ainsi que les maladies à mains salles font rage dans ces milieux suite au manque d'un système d'addiction d'eau potable appropriée.

Accès à l'eau après la crise	Les sources d'eau : la population n'a presque pas accès à l'eau potable et utilise à la place l'eau de pluies, de rivières, de sources non aménagées et des puits non protégés.	
Type d'assainissement	Estimatif du % de ménages avec des latrines : 20%	Défécation à l'air libre : • Oui (Surtout dans le village de KALONGE)
Village déclaré libre de défécation à l'air libre	• Non	
Pratiques d'hygiène	Estimatif du % de ménages avec des dispositifs de lavage de mains : 0% Type de produit utilisé : Aucun produit d'hygiène utilisé.	
Réponses données : Aucune réponse donnée dans ce secteur.		

6.7 Santé et nutrition

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	• Non
Risque épidémiologique	• Zone endémique d'une maladie hydrique : ✓ Risque de la maladie à virus EBOLA déclaré dans la zone de santé de KAYNA cette maladie a des fortes chances de déclaré dans la zone de santé de PINGA voisine d'autant plus que les commerçants de KAYNA vont dans les marchés de nos trois localités concerné et il n'existe aucun dispositif de riposte le long de la route KAYNA-BULEUSA. • Promiscuité : la pauvreté bat son record à telle point qu'un ménage de 9 personnes en moyenne vit dans un abri de 2 pièces

Impact de la crise sur les services

Value	Frequency
Manque des moyens pour payer les soins de santé	14
Manque de médicaments	4
Infrastructures de santé partiel ou totalement détruites	4
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	1

D'après ce tableau, la crise impacte fortement la santé dans notre milieu d'étude en ces sens que cette dernière occasionne le manque de moyens pour payer les soins (93.3%).

Indicateurs santé (vulnérabilité de base) : Carence en poste de santé et en médicament.

La population propose ce qui suit :

Value	Frequency	Percenta
Des soins gratuits au sein du centre de santé	14	93,33%
Distribution des médicaments au centre de santé	8	53,33%
Réhabilitation du centre de santé	5	33,33%
Autres	1	6,67%
Une clinique mobile au niveau du site	1	6,67%

Réponse donnée : aucune réponse humanitaire de la zone depuis le début de crise (2016)**.**

Services de santé dans la zone

Le service de santé dans le milieu reste payant et donc inaccessibles aux populations affectées : les structures visibles dans les milieux sont :

- Un centre de santé de référence à BULEUSA (situation degradante le centre n'a presque pas des médicaments essentiels)
- 3 poste de santé à BULEUSA, RUSAMAMBU et KALONGE.

La population reste toujours confrontée aux maladies suivantes :

Value	Frequency	Percentage
Malaria, diarrhee	3	20,0%
Malaria, diarrhee, typhoide et diabette	1	6,67%
Diarrhee, paludisme	1	6,67%
Paludisme, diarhee,	1	6,67%
Fièvre typhoïde et paludisme	1	6,67%
Malaria, typhoide et diarrhee	1	6,67%
Typhoïde et Malaria	1	6,67%
Malaria, diarrher, typhoide	1	6,67%
Malaria, diarrhee, typhoide	1	6,67%
Typhoide et paludisme	1	6,67%
Malaria, diarrhee, thyphoide, mal nutrition	1	6,67%
Paludisme et maladie de main sale	1	6,67%
Paludisme et diarhee	1	6,67%

6.8 Education

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	• Non
Impact de la crise sur l'éducation	La crise a un impact considérable sur l'éducation. Cet impact est clarifié dans le tableau ci-après :

Value	Frequency	Percenta
Manque des moyens pour payer les frais scolaires	13	86,67%
Manque de capacités des écoles pour accueillir les enfants déplacés	8	53,33%
Ecoles détruites ou pillées	2	13,33%
Manque des matériel didactique	1	6,67%
Problèmes de sécurité sur le chemin de l'école	1	6,67%

<table>
<tr><td></td><td>

- Ecoles détruites, occupées ou pillées zone de départ,

  Toutes les écoles de KALONGE ont été détruites.
- Seul deux écoles fonctionnent difficilement à RUSAMAMBU

</td><td>

Y-a-t-il des enfants déscolarisés parmi les populations en déplacement ?

- Oui,

</td></tr>
<tr><td>Estimation du nombre d’enfants déscolarisés à cause de la crise</td><td colspan="2">

Donner une indication du nombre d’enfants déscolarisés à cause de la crise par catégorie de population pertinente

Value	Frequency	Percentage
Plus de 60%	9	60,0%
Entre 30% et 60%	6	40,0%

D’après ce tableau, Plus de 60% des enfants sont déscolarisé à cause de cette crise.

</td></tr>
<tr><td>Services d’Education dans la zone</td><td colspan="2">

La population propose ce qui suit pour améliorer l’éducation dans la zone :

Value	Frequency	Percentage
Subventioner les frais scolaires	14	93,33%
Augmenter la capacité des écoles pour accueillir les enfants déplacés (double vacation, construction de salles de classe)	7	46,67%
Distribuer des matériels didactiques	3	20,0%
Autres	1	6,67%
Améliorer la sécurité sur le chemin de l'école	1	6,67%

</td></tr>
<tr><td>Capacité d’absorption</td><td colspan="2">La capacité d’absorption des écoles reste très faible, les écoles ont été détruites et ce qui existe encore sont en état de délabrement très avancé.</td></tr>
<tr><td colspan="3">Réponses données : aucun un intervenant humanitaire n’est signalé et ce la depuis plus de trois.</td></tr>
</table>

7.

Annexes

1. OUVRAGES VISITES

1) CENTRES DE SANTE.

N°	Centre de santé	Type	Etat	Fréquentation
1	CSR BULEUSA	**Centre de santé de référence**	En état de délabrement	Très peu fréquenté
2	CS RUSAMAMBU	Centre de santé	Etat de délabrement	Très peu fréquenté
3	Poste de santé KALONGE	Poste de santé	Etat de délabrement	Très peu fréquenté

MARCHES VISITES

N°	**Marché**	**Etat**	**Fréquentation**
1.	Marché de BULEUSE	Pas construit	fréquenté
2.	Petit Marché de RUSAMAMBU	Pas construit	fréquenté
3.	Petit Marché de KALONGE	Pas construit	Pas trop fréquenté suite à l'insécurité

ANNEXE 2 : CONTACTS DE L'EQUIPE D'EVALUATION

N°	**IDENTITE**	**POSTE**	**Association**	**CONTACTS**
1	Yvette KASIMBA	Evaluatrice	APETAMACO	0993304689
2	Alain MUSHUNJU	Point focal enquêtes ménages et évaluateur.	APETAMACO	0998231888
3	Cédric BARONYI MASHUKANO	Evaluateur	APETAMACO	0999208168
4	Précieuse KAVIRA	Evaluatrice	APETAMACO	0977818807
5	KASEREKA LUKUNATO	Evaluateur	APETAMACO	975418621
6	Gustave SIVANZIRE	Evaluateur	APETAMACO	993067730
7	KAKULE TSONGO	Evaluateur	APETAMACO	-
8	KAMBALE TRESOR	Evaluateur	APETAMACO	-